



67 bd Vivier Merle  
69409 Lyon cedex 03

[www.caf.fr](http://www.caf.fr)

## **Marché MPPA n° 2025-06**

**Pouvoir adjudicateur : Caf du Rhône, 67 boulevard Vivier Merle 69003 LYON**

# **Accord-cadre relatif aux travaux de réhabilitation sur les bâtiments de la Caisse d'allocations familiales du Rhône**

### **PROCEDURE ADAPTEE**

Passé en application des articles L.2123-1, R.2123-1-1, L.2125-1  
R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-7 à R.2162-12, R.2162-13 à R.2162-14

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

### **CCTP**

### **Commun à l'ensemble des lots**

**Nomenclature en application de :**

- **Classification de la branche famille de la sécurité sociale : 99.10**

*Ce document comporte 17 pages*

*Août 2025*

## Sommaire

<b>ARTICLE 1- OBJET DU MARCHE- DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>3</b>
1.1 Objet de l'accord cadre.....	3
1.2 Décomposition en lot.....	3
<b>ARTICLE 2 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>4</b>
2.1 Passation des commandes.....	4
2.2 Délai de réponse aux demandes de la Caf .....	5
2.3 Délai d'exécution des prestations .....	5
<b>ARTICLE 3 - Conditions de direction des prestations .....</b>	<b>5</b>
3.1 Réunion de lancement du marché .....	5
3.2 Qualifications.....	6
3.3 Normes et documents techniques .....	7
3.4 Qualité des produits.....	8
3.5 Compatibilité des produits et matériels .....	8
3.6 Connaissance des besoins.....	8
3.7 Obligation de conseil, de moyen et de résultat .....	8
3.8 Sécurité des personnes.....	9
3.9 Horaires des interventions et chantiers.....	10
3.10 Planification et coordination des travaux.....	11
3.11 Documents à fournir par les titulaires dans le cadre des marchés subséquents .....	11
3.12 Les contrôles et essais .....	11
3.13 Vérifications de fonctionnement.....	12
3.14 Garantie .....	12
3.15 Réception .....	13
<b>Article 4 - DOCUMENTS TECHNIQUES .....</b>	<b>13</b>
4.1 Documents écrits de référence de chaque lot.....	13
4.2 Documents à fournir en cours de chantier pour les opérations commandées par marchés subséquents.....	13
4.3 Documents à fournir à la fin des travaux.....	14
<b>Article 5 - PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'EXECUTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>15</b>
5.1 Protection des ouvrages .....	15
5.2 Moyens de levage .....	15
5.3 Sécurité .....	15
5.4 Communication durant le chantier .....	15
5.5 Reconnaissance des sites .....	15
5.6 Prise de possession du lieu .....	16
5.7 Dommage aux tiers .....	16
5.8 Échantillons - Maquettes - Prototype .....	16
5.9 Réservation - Trous - Rebouchages - Encastremets .....	16
5.10 Nettoyages .....	17
5.11 Réception .....	17

## ARTICLE 1- OBJET DU MARCHE- DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 Objet de l'accord cadre

Le présent marché a pour objet un accord-cadre relatif aux travaux de réhabilitation sur les bâtiments de la Caf du Rhône.

Au titre du présent accord cadre la notion de réhabilitation est ainsi définie par à une remise en état d'un ouvrage ancien (par exemple : modification des volumes ou des façades, redistribution des espaces...) ; travaux d'entretien, travaux ponctuels de gros entretiens ou de grosses réparations, ainsi que tous les travaux portant uniquement sur un équipement technique destiné à l'exploitation d'un bâtiment.

#### Lieux d'exécution :

Le prestataire interviendra sur l'ensemble des bâtiments gérés par la Caf du Rhône qui comprend un siège, un local d'archives, des antennes et des centres sociaux situés dans le département du Rhône.

Cf. Annexe 1 au CCTP sur la description des sites.

### 1.2 Décomposition en lot

Les travaux sont répartis en 16 lots qui seront traités par marchés séparés.

Consistance du lot	Code CPV	Numéro du marché
Lot n° 1 : Cloison amovible	45421152-4	2025-698/06/01-00-00
Lot n° 2 : Sols souples / Sols durs	45431000-7 45432000-4 45432100-5 45432111-5	2025-698/06/02-00-00
Lot n° 3 : Plâtrerie / Peinture / Faux plafond	45410000-4 45442100-8 45421146-9	2025-698/06/03-00-00
Lot n° 4 : Menuiserie / Ebénisterie / Huisserie	45421000-4	2025-698/06/04-00-00
Lot n° 5 : Métallerie / Serrurerie	44316500-3 45421140-7 45341000-9 45342000-6	2025-698/06/05-00-00
Lot n° 6 : Électricité courants forts courants faibles	45311000-0 45311200-2	2025-698/06/06-00-00
Lot n° 7 : Vitrophanie / Stickers	30199410-7	2025-698/06/07-00-00
Lot n° 8 : Stores	45421143-8 45421145-2	2025-698/06/08-00-00
Lot n° 9 : Vitrerie	45441000-0	2025-698/06/09-00-00

Consistance du lot	Code CPV	Numéro du marché
Lot n° 10 : Porte automatique / Portail	45421148-3 44221230-6 44221240-9 44221300-8	2025-698/06/10-00-00
Lot n° 11 : CVC	45331000-6	2025-698/06/11-00-00
Lot n°12 : Sanitaire / Plomberie	45330000-9	2025-698/06/12-00-00
Lot n°13 : Contrôle d'accès / Intrusion / Alarme attentat / Interphonie	45312200-9 42961100-1 35110000-8	2025-698/06/13-00-00
Lot n°14 : Sécurité incendie / Système de sonorisation de sécurité	45312100-8 45343000-3 35120000-1	2025-698/06/14-00-00
Lot n°15 : Ascenseur	45313000-4	2025-698/06/15-00-00
Lot n° 16 : Etanchéité / Couverture / Zinguerie	45261000-4 45261920-9 45261420-4	2025-698/06/16-00-00

## ARTICLE 2 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 2.1 Passation des commandes

Les seuils de passage d'un bon de commande ou d'un marché subséquent par lot sont précisés dans le CCAP article 1.4.1.

Des bons de commande pourront être émis à l'aide du BPU selon les indications précisées dans le CCAP, précédé le cas échéant par une demande de devis (ferme et définitif).

Dans le cas de marché subséquent, le déroulement général est le suivant :

- ✓ Expression du besoin (Caf), comprenant la lettre de consultation et le cahier des charges,
- ✓ Établissement de proposition financière et technique (Titulaire) avec un devis détaillé ou une DPGF détaillée ;
- ✓ Analyse des offres (Caf) ;
- ✓ Marché subséquent (Caf, le prix proposé devient ferme et définitif)
- ✓ Prestations (Titulaire) ;
- ✓ Réception (Titulaire et Caf).

## 2.2 Délai de réponse aux demandes de la Caf

- Pour une demande de devis : le délai de réponse pour l'obtention du devis est de 5 jours
- Pour une demande d'offre pour un marché subséquent : le délai de réponse sera précisé dans la lettre de consultation.

## 2.3 Délai d'exécution des prestations

Le titulaire s'engage à exécuter les travaux dans les délais prévus dans le bon de commande ou le marché subséquent.

Pour les interventions urgentes (lots n° 5, 6, 9, 12 et 16), le prestataire devra impérativement intervenir dans le délai **spécifié dans le CCTP des lots concernés.**

## ARTICLE 3 - Conditions de direction des prestations

La Caf est maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre, sans s'interdire de souscrire le cas échéant une assistance de maîtrise d'œuvre externe.

### 3.1 Réunion de lancement du marché

Une **réunion obligatoire de lancement** du marché, réunissant l'ensemble des titulaires, aura lieu le :

**8 janvier 2026 à 9 h 30.**

Elle aura notamment pour objet :

- Présentation de l'équipe travaux de la Caf,
- Présentation des représentants des titulaires,
- Préparation des plans de prévention,
- Visite du siège.

### 3.2 Qualifications

Consistance du lot	Qualification	Ou équivalent
Lot n° 1 : Cloison amovible	Qualibat 4211	Autorisée
Lot n° 2 : Sols souples Sols durs	Qualibat 6211 - 6311	Autorisée
Lot n° 3 : Plâtrerie Peinture Faux plafond	Qualibat 4132 Qualibat 4212 Qualibat 6112	Autorisée
Lot n° 4 : Menuiserie Ebénisterie Huisserie	Qualibat 3512-3513 Qualibat 3521-3551 Qualibat 4312-4322 Qualibat 4341 RGE	Autorisée
Lot n° 5 : Métallerie Serrurerie	Qualibat 4411	Autorisée
Lot n° 6 : Électricité courants forts et courants faibles	Qualifelec MGTI Qualifelec CFMGTI	Non autorisée Autorisée
Lot n° 7 : Vitrophanie Stickers	CQP Poseur d'enseignes et de signalétique	Autorisée
Lot n° 8 : Stores	Qualibat 4512	Autorisée
Lot n° 9 : Vitrierie	Qualibat 4711	Autorisée
Lot n° 10 : Porte automatique Portail	Habilitation électrique conforme aux travaux à réaliser.	Autorisée
Lot n° 11 : CVC	Qualibat 5111-12 Qualibat 5311 Qualibat 5312 Qualibat 5412 Qualibat 5422 QUALICLIMAFROID RGE	Autorisée
Lot n°12 : Sanitaire Plomberie	Qualibat 5111 -5112 Qualibat 5311-5312 Label PG délivré par l'organisme COFRAC / Qualigaz	Autorisée

Lot n°13 : Contrôle d'accès / Intrusion / Alarme attentat / Interphonie	Qualifelec CFMGTI Qualifelec MGTI APSAD R81 APSAD D83	Autorisée
Lot n°14 : Sécurité incendie / système de sonorisation de sécurité	Qualifelec CFMGTI Qualifelec MGTI APSAD I7 APSAD F7 APSAD R7	Autorisée
Lot n°15 : Ascenseur	Qualibat 5421/5422	Autorisée
Lot n° 16 : Etanchéité Couverture Zinguerie	Qualibat 3151 et/ou 3181	Autorisée

### 3.3 Normes et documents techniques

Sont considérés comme contractuels, l'ensemble des documents établis par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment et toutes les normes et D.T.U. parus à la date de la signature du marché.

Les caractéristiques des matériaux, leur mise en œuvre, leur contrôle, doivent être conformes aux règlements, normes, documents techniques, avis techniques, agréments en vigueur.

Une attention sera portée à la qualité environnementale des produits proposés.

Les prestations réalisées devront être conformes aux règles de l'art.

Bien que les normes et documents techniques en vigueur ne soient pas matériellement joints au dossier, l'entrepreneur est réputé en avoir parfaite connaissance et de ce fait, s'engage à en respecter les prescriptions.

Et notamment :

- arrêté du 31 août 2021 créant un référentiel national relatif aux exigences applicables aux établissements d'accueil du jeune enfant en matière de locaux, d'aménagement et d'affichage
- décret n° 2025-304 du 1er avril 2025 relatif aux autorisations de création, d'extension et de transformation des établissements d'accueil de jeunes enfants et à l'accueil dans les micro-crèches et l'arrêté

Si, au cours de la réalisation des prestations, de nouveaux documents normatifs ou réglementaires entraient en vigueur ou étaient modifiés, le titulaire devra avertir la Caf du Rhône, proposer les incidences de travaux, les incidences financières, le cas échéant, et obtenir l'accord écrit de la Caf du Rhône avant de procéder aux travaux ou installations conformes aux nouvelles dispositions.

Le titulaire doit signaler par écrit à Caf du Rhône les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation, l'usage auquel ils sont destinés et l'observation des règles de l'art.

### **3.4 Qualité des produits**

Les produits devront présenter une faible émission de COV (certification A+ ou équivalent). La priorité est donnée aux matériaux certifiés, durables et issus de filières responsables (ex : bois PEFC, FSC).

Les fiches de données de sécurité (FDS ou FDES) devront prouver ces éléments sur demande de la Caf.

Les produits concernés doivent respecter la réglementation de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public, ainsi que les instructions techniques liées.

Les produits devront avoir les caractéristiques de comportement au feu suivant les deux classifications distinctes :

- l'une s'exprime en termes de classes et s'applique aux produits de construction dès lors qu'ils relèvent d'une famille objet d'une spécification technique harmonisée ; cette classification est donnée à l'annexe 1 de l'arrêté du 21 novembre 2002 modifié relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement et fait l'objet de la norme NF EN 13501-1 (9/2007) ;
- l'autre s'exprime en termes de catégories ; elle s'applique aux matériaux d'aménagement, de décoration et à ceux qui constituent le gros mobilier ; cette classification est donnée à l'annexe 2 de l'arrêté précité et fait l'objet de la norme NF P 92-507 (2/2004).

### **3.5 Compatibilité des produits et matériels**

Les matériels fournis devront être compatibles avec les matériels existants.

Le titulaire devra respecter la filiation entre les matériels existants et les matériels posés (ou selon installation en place).

### **3.6 Connaissance des besoins**

A chaque sollicitation de la Caf du Rhône (commande ou marché subséquent), le titulaire reconnaît avoir obtenu auprès de la Caf les renseignements nécessaires à la parfaite compréhension de la demande, des descriptions écrites et des indications portées aux plans joints, le cas échéant.

Il est précisé ici que, conformément au CCAP, les présentes dispositions générales communes à tous les lots prévalent sur les indications des CCTP des autres lots.

Le titulaire de chaque lot est réputé avoir une parfaite connaissance de l'ensemble des pièces écrites relatifs à l'opération et des incidences particulières entre chaque corps d'état.

Aucun supplément de prix ne sera accordé, la commande étant traitée à prix global et forfaitaire. De même, aucune réclamation relative à une erreur quantitative dans le montant global forfaitaire ne sera admise par la Caf.

### **3.7 Obligation de conseil, de moyen et de résultat**

La description des travaux et le but à atteindre pour chaque commande sont inscrites dans les bons de commande ou dans le cahier des charges pour un marché subséquent. Tout cela correspond à une performance minimale acceptable par le Maître d'Ouvrage.

Cependant, les bons de commande ou les marchés subséquents ne peuvent contenir l'énumération rigoureuse et la description de tous les matériaux, détails ou dispositions nécessaires à la parfaite réalisation des ouvrages.

Les titulaires doivent proposer dans leur offre, éventuellement en remplacement des prestations prévues en cas d'incohérence technique, ou simplement en complément aux prestations décrites en cas d'insuffisance, des techniques et des produits de leur choix pour parvenir à un résultat, une garantie et des performances au moins équivalentes à la description donnée et le but à atteindre définis.

Le titulaire a un devoir de conseil vis-à-vis de la Caf et se doit de l'appliquer

Le titulaire s'engage à mobiliser tous les moyens humains, techniques, matériels et organisationnels nécessaires à la bonne exécution des prestations, dans le respect des délais, des normes en vigueur et des règles de l'art. Il devra démontrer, à tout moment, qu'il a mis en œuvre les diligences requises pour atteindre les objectifs fixés, notamment en matière de coordination, de sécurité, de qualité des matériaux, de communication avec la maîtrise d'ouvrage et les autres titulaires. Cette obligation s'applique notamment aux phases de préparation, de diagnostic, de conseil, de suivi de chantier.

Chaque Titulaire est tenu à une obligation de résultat, en stricte conformité avec les règles de l'art en vigueur.

Le non-respect de cette obligation pourra entraîner l'application de pénalités contractuelles, sans préjudice des autres recours prévus au marché.

### **3.8 Sécurité des personnes**

Le prix comprendra toutes les dispositions à prendre et ouvrages à réaliser pour assurer dans tous les cas une parfaite sécurité du personnel (notamment les risques de chutes), conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, le titulaire est censé avoir prévu implicitement dans ses prix toutes les incidences correspondantes (clôture des zones d'intervention, protections spécifiques, signalétique...).

Le titulaire doit respecter pour son personnel, la réglementation en vigueur concernant le port des Equipement de Protection Individuelle selon les travaux, les outils utilisés et les matériaux.

#### **Registre de sécurité**

Le prestataire devra viser :

- le registre de sécurité le cas échéant, et transmettre une photo comme preuve de l'inscription dans le registre au correspondant Caf, élément indispensable à la réception des travaux.
- et plus généralement tout registre lorsque cela est prévu par la réglementation.

Le prestataire préviendra la Caf de toute difficulté.

#### **Plan de prévention**

Conformément à la réglementation en vigueur et en application du décret n° 92-158 du 20 février 1992, la Caf du Rhône établira avec le prestataire un plan de prévention pour chaque opération concernée par cette disposition. Il sera signé par les deux parties avant le démarrage des travaux.

Les plans de prévention intégreront les contraintes et spécifications des sites en relation avec les interventions réalisées par le prestataire.

## **SPS**

Conformément à la réglementation en vigueur et en application des articles R.4532-1 à R.4532-76 du Code du travail, les chantiers de bâtiment où interviennent plusieurs titulaires ou travailleurs indépendants, y compris sous-traitants, bénéficieront de l'intervention d'un coordonnateur de sécurité nommé par la Caf du Rhône.

## **Signalisation travaux**

Le titulaire du marché devra à ses frais, dès que nécessaire, prendre toutes les dispositions pour assurer la signalisation de la zone d'intervention et prévenir les divers usagers de la présence de zone de travaux, zones interdites (pose de signalisation etc.).

En cas de carence du titulaire, la Caf du Rhône se réserve le droit de prendre toutes les mesures utiles pour assurer la sécurité aux frais du titulaire, sans mise en demeure au préalable et sans dégager le titulaire de ses responsabilités en cas d'accident.

## **Permis feu**

Pour toutes les interventions nécessitant l'utilisation d'une source de chaleur ou de flamme, le prestataire devra impérativement demander un permis feu au représentant de la Caf du Rhône, ou du directeur de l'établissement, le cas échéant, dans un délai raisonnable avant le début des travaux.

## **Risques liés à l'amiante**

Les dispositions concernant les risques de présence d'amiante sont les suivantes :

- avant toute intervention, le prestataire doit prendre connaissance du DTA (Diagnostic technique Amiante) de l'établissement ou DAT, le cas échéant ;
- avant tout commencement de travaux ou en cours d'exécution des travaux, si le prestataire suspecte la présence d'amiante, il devra avant toute intervention le signaler au représentant de la Caf. Ce dernier fera intervenir une entreprise agréée qui procèdera à la réalisation d'un Diagnostic avant travaux ;
- après le diagnostic effectué, le représentant de la Caf l'autorisera à effectuer les travaux s'il n'y a pas de présence d'amiante ;
- Dans le cas de présence effective de l'amiante : si un désamiantage est nécessaire les travaux seront reportés à une date ultérieure dans l'attente d'une intervention d'une entreprise agréée missionnée par la caf dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- si seules des mesures de sécurité sont à prendre, alors une procédure sera rédigée sous la responsabilité du titulaire certifié Sous Section 4 et les travaux pourront être entrepris.

## **3.9 Horaires des interventions et chantiers**

Les interventions sont programmées à une date et horaires convenus entre la Caf et le titulaire. Chaque Titulaire respectera les heures ouvrées des sites.

La majorité des interventions se dérouleront du lundi au vendredi entre 7h00 à 18h00 mais certaines pourront être programmées le samedi.

Le prestataire devra tenir compte dans son organisation de ces contraintes et être en mesure de réaliser ces interventions en collaboration avec la Caf du Rhône.

Le siège (Lyon - 69003) et le site de Villefranche Boiron sont fermés au public le jeudi après-midi. Les antennes sont fermées le jeudi.

Les travaux programmés dans les espaces recevant du public auront lieu les jours de fermeture au public et pourront avoir lieu le samedi.

La quasi-totalité des interventions sera en site occupé.

### **3.10 Planification et coordination des travaux**

Les plannings seront établis en concertation avec la Caf du Rhône et chacun des titulaires en intégrant la date de fin de travaux souhaitée par la Caf du Rhône.

### **3.11 Documents à fournir par les titulaires dans le cadre des marchés subséquents**

Les titulaires auront à fournir à la Caf, quand cela sera précisé au cahier des charges, dès le début de la période de préparation et au plus tard sous une semaine, toutes les données de base telle que :

- la définition et la liste des étapes et tâches élémentaires,
- la durée de chacune de ces tâches ou activités
- la prévision des effectifs de main d'œuvre,
- le planning d'intervention et les interfaces entre les différents lots intervenants, le cas échéant
- tous documents nécessaires tant à l'établissement de l'ordonnancement que du pilotage, de la coordination.

La Caf pourra animer une réunion inter-titulaires, le cas échéant, destinée à examiner en détail, les problèmes de coordination dans le cas d'un chantier avec plusieurs corps d'état sollicités.

La Caf fera intervenir un Bureau de Contrôle lorsque nécessaire. Les frais correspondants sont réglés directement par la Caf.

### **3.12 Les contrôles et essais**

#### **Connaissance des lieux**

Le titulaire de chaque lot, par le fait de sa soumission, a pris connaissance de la nature et de l'emplacement des travaux, des conditions générales et locales, ainsi que des sujétions consécutives à l'exécution des travaux envisagés.

Il devra prendre connaissance auprès des services concernés de la présence de réseaux divers ainsi que d'ouvrages existants sur les lieux du terrain dans la zone affectée aux travaux. Le titulaire de chaque lot est réputé connaître toutes les conditions et difficultés de travail et ne pourra se prévaloir d'insuffisance ou omission pour demander une indemnité quelconque.

## **Contrôle interne**

Outre les contrôles exercés par un Bureau de Contrôle, le cas échéant, et le Maître d'Ouvrage, il est rappelé aux titulaires qu'il leur appartient d'exercer un contrôle interne des ouvrages qu'ils réalisent, conformément à la réglementation en vigueur.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les titulaires doit être réalisé à différents niveaux :

- au niveau des fournitures : quel que soit le degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché,
- au niveau du stockage : l'entrepreneur s'assurera que ses fournitures sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées et positionnées,
- au niveau de l'interface entre corps d'état : le titulaire vérifiera, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécutés par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres ouvrages,
- au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre : le responsable des contrôles internes du titulaire vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U., aux règles de l'art et aux diverses spécifications propres au chantier,
- au niveau des essais : le titulaire réalisera les vérifications ou essais imposés par les D.T.U. et les règles professionnelles, les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites ou demandés par le Bureau de Contrôle, le Maître d'Ouvrage, etc...

### **3.13 Vérifications de fonctionnement**

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les titulaires devront effectuer au minimum avant réception des essais et vérifications.

### **3.14 Garantie**

#### **Garantie de parfait achèvement**

L'entreprise de chaque corps d'état est tenue à la garantie du parfait achèvement des travaux pendant un délai d'un an à compter de la réception.

#### **Étendue des garanties**

Ces garanties s'étendent à la réparation (fourniture et pose gratuites) de tous les désordres signalés par le Maître d'Ouvrage, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception.

Cette disposition est applicable pendant un délai de 1 an à dater de la réception des travaux. Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation sont fixés d'un commun accord par le Maître d'Ouvrage et l'Entrepreneur concerné.

En l'absence d'un tel accord, ou en cas d'inexécution dans un délai fixé, les travaux peuvent, après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux frais et risques de l'Entrepreneur défaillant.

### Garantie de bon fonctionnement

La durée de la garantie de bon fonctionnement est de 2 ans suivant la réception des travaux.

### Garantie décennale

Elle concerne tous les équipements indissociablement liés aux ouvrages (c'est à dire lorsque la dépose, le démontage ou le remplacement ne peut s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de matière de ces ouvrages) tels qu'équipements scellés ou encastrés, etc. L'exécution des travaux est constatée d'un commun accord ou à défaut judiciairement.

### **3.15 Réception**

Conformément à l'article 41 du CCAG, le titulaire informera la Caf de l'achèvement de ses travaux ou de la date prévue d'achèvement.

Une date de rencontre sera alors fixée, dans les 30 jours, pour qu'en présence du titulaire et de la Caf un procès-verbal soit dressé et signé par les deux parties. L'ensemble des articles 41 à 43 du CCAG s'appliquent.

## **Article 4 - DOCUMENTS TECHNIQUES**

### **4.1 Documents écrits de référence de chaque lot**

Le titulaire de chaque lot devra impérativement prendre connaissance des documents suivants :

- le CCTP commun à l'ensemble des lots,
- le CCTP particulier de chacun des lots et ses annexes éventuelles,
- le BPU de chacun des lots.

### **4.2 Documents à fournir en cours de chantier pour les opérations commandées par marchés subséquents**

Ne pourront recevoir un commencement d'exécution que les travaux définis sur les plans et documents ayant été acceptés par la Caf qui se réserve un délai maximum de dix jours ouvrés pour retourner les plans soumis à leur acceptation.

La vérification et la mise au point par la Caf, des documents présentés par le titulaire, laisseront entière responsabilité de ce dernier. La vérification et l'acceptation de principe des documents ont pour seul but de s'assurer qu'ils ne sont pas contraires à l'esprit du cahier des charges et aux choix élémentaires de la Caf.

Les plans particuliers à fournir sont les suivants, le cas échéant :

- Plans de réservations et de fabrication des ouvrages des menuiseries ;
- Plans de réservations et de fabrication des ouvrages de serrurerie ;
- Plans de réservations et d'atelier des ouvrages de cloisons et plafonds ;
- Plans de réservations et de détails des ouvrages d'étanchéité en fonction des produits retenus ;

- Plans de chantier (réservations, gaines, fourreaux, calibres, pieuvres incorporées) des réseaux électricité courants faibles ;
- Plans de chantier (réservations, montage, assemblages, épures) des réseaux de ventilation-chauffage ;
- Plans de puissance foisonnée électrique TCE (lot électricité) ;
- Plans de chantier (réservations, montages, assemblages) des réseaux et matériels plomberie,
- Plans de chantier (réservations, montages) des réseaux et équipements divers (filtration, traitement d'eau, etc. ...).

Cette liste n'est pas exhaustive et pourra être précisée selon les besoins.

Le calepinage des ouvrages (plafonds, habillages etc.), le cas échéant, devra être validé par la Caf avant lancement en fabrication ou réalisation des prestations.

#### **4.3 Documents à fournir à la fin des travaux**

La fourniture du dossier ci-après constitue une tâche valorisée qui conditionne la réception des travaux. Elle doit être réalisée conjointement à la demande de réception des travaux.

Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, les documents suivants doivent être fournis :

- le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE),
- les fiches techniques des produits et les FDES,
- les documents nécessaires à l'établissement du DIUO (Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage), comprenant en tant que de besoin :
  - Un exemplaire reproductible (informatique) avec l'ensemble des plans en DWG ;
  - Avis techniques ;
  - Notices d'entretien, de fonctionnement et de conduite des installations en général ;
  - PV de classement au feu des matériaux mis en œuvre ;
  - Plans d'implantation du matériel – nomenclatures ;
  - Plans de fabrication, notes de calculs d'ouvrages particuliers ;
  - Plans des éléments préfabriqués ;
  - Schémas unifilaires des installations électriques réalisées ;
  - Notices de fonctionnement et d'entretien ;
  - Plans d'implantation du matériel (s'ils sont différents de ceux initialement établis) ;
  - Schémas des armoires ;
  - Plans des réseaux de distribution et d'évacuation, gaines, etc. (s'ils sont différents de ceux initialement établis).

Ces documents seront adressés, pour vérification et signature, au Maître d'Œuvre, le cas échéant, ou directement à la Caf.

Par dérogation à l'Article 40.1 du CCAG Travaux, la non-fourniture des documents entraînera une réception partielle des travaux et l'application immédiate d'une retenue prévue à l'article 10.1 du CCAP.

## **Article 5 - PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'EXECUTION DES TRAVAUX**

### **5.1 Protection des ouvrages**

Le titulaire assurera pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la réception, la protection efficace de tous les travaux ou matériels exécutés ou posés par leur soin, ainsi que la protection des ouvrages existants au droit de leurs interventions, sans restriction.

Cette protection porte principalement contre les altérations et parements (notamment pour les parties chromées ou aluminium qui seront recouvertes sur toutes leurs faces d'un enduit ou d'une pellicule de protection jusqu'à la réception), le maintien en bon état de fonctionnement, la protection des arêtes et de tout ouvrage ou matériel fragile.

Le Titulaire sera responsable et aura donc à sa charge et à ses frais tous travaux de remise en état qui s'avèreraient nécessaires à la suite des dépréciations provenant d'une absence ou d'une insuffisance des mesures de protection.

### **5.2 Moyens de levage**

Chaque entreprise doit tous les moyens de levage qui s'avèreraient nécessaires pour l'exécution de ses travaux.

### **5.3 Sécurité**

Le chantier est soumis aux dernières dispositions concernant la sécurité et la protection de la santé.

Les règlements intérieurs de chaque établissement pour la sécurité incendie, règle de circulation, etc., et le règlement de sécurité contre l'incendie dans les Etablissements Recevant du Publics, seront remises aux titulaires notifiés au démarrage du marché

### **5.4 Communication durant le chantier**

Le titulaire mettra en place un suivi de chantier écrit pour informer la caf de l'avancée des travaux.

### **5.5 Reconnaissance des sites**

Une visite du site sera possible à chaque commande avant la remise des offres et rendue parfois obligatoire.

Lors de cette visite des lieux, ils auront pris parfaite connaissance des existants et plus particulièrement de tous les éléments ayant trait directement ou indirectement aux travaux de leur lot.

Les titulaires sont donc réputés avoir connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Les offres/devis des titulaires seront donc contractuellement réputés tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires, et autres nécessaires.

## **5.6 Prise de possession du lieu**

Au démarrage des travaux de son lot, les Titulaires concernés prendront possession des lieux en l'état.

D'une manière générale, les Titulaires sont réputées connaître et accepter l'état des lieux, les servitudes associées, et les avoisinants.

L'installation et les frais de chantier sont à la charge du Titulaire.

## **5.7 Dommage aux tiers**

Il est entendu que pendant toute la durée d'exécution des marchés et jusqu'à l'achèvement complet de leurs travaux, les titulaires seront seuls responsables vis à vis des tiers, y compris le personnel du Maître d'Ouvrage, de tous les dommages et toutes les conséquences préjudiciables de quelle que nature que ce soit, résultant de tous travaux effectués pour remplir les conditions du marché ; ceci en ce qui concerne la responsabilité de chaque lot.

Si le Maître d'Ouvrage venait à être recherché directement par des tiers, à quelque titre que ce soit et sous quelle que forme que ce soit, les titulaires supporteraient seuls définitivement et sans recours vis à vis du Maître d'Ouvrage toutes indemnités qui seraient reconnues au profit des tiers.

## **5.8 Échantillons - Maquettes - Prototype**

Afin de permettre au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre de s'assurer d'une part, de la parfaite compréhension des plans, pièces écrites et documentations et d'autre part, de la qualité des ouvrages le titulaire sera tenu de présenter tous échantillons de toutes natures et tous prototypes jugés nécessaires sans limitation numérique ou dimensionnelle, et ce dès l'ouverture du chantier.

Ces échantillons seront présentés dans les délais prescrits, dans leur forme d'utilisation (alimentation électrique, mise en situation, ...) et ce dans le cadre des délais d'approvisionnement en rapport avec ceux du planning contractuel des travaux.

Aucune commande de matériel ne peut être passée par le titulaire, sinon à ses risques et périls tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'a pas été matérialisé par l'accord écrit de la Caf.

Les échantillons seront répertoriés sur un registre, numérotés et présentés, en panoplie dans une armoire du bureau de chantier où ils resteront jusqu'à la fin du chantier.  
Les échantillons seront remis avant la commande.

## **5.9 Réserve - Trous - Rebouchages - Encastres**

### **Généralités**

Les entreprises des divers corps d'état exécutent à leurs frais et conformément aux Règles de l'Art, les tranchées, percements trous de scellement, rebouchages et raccords divers nécessaires à leurs propres travaux, dans les dallages et planchers béton, métal et composites, d'une part, dans les murs, voiles et cloisons d'autre part.

Il est précisé que les rebouchages des trémies et passages devront être effectués de manière à reconstituer les caractéristiques générales des ouvrages traversés, notamment :

- degré Coupe Feu de la paroi,
- isolement acoustique de la paroi,
- solidité des ouvrages déjà réalisés.

Tous les percements dans les dallages et planchers, ainsi que les trous dans les murs et voiles en béton ou en maçonnerie, ainsi que la mise en place des inserts, fourreaux, etc. restent à la charge du lot concerné.

### **Scellements - Raccords**

Les scellements sont à la charge des lots intéressés. Ils seront exécutés exclusivement au ciment et de telle façon que la cavité ménagée à cet effet soit entièrement garnie à refus. Les raccords de parements au droit des scellements précités sont également à la charge des corps d'états intéressés avec le même degré de finition que celui prévu en partie courante.

## **5.10 Nettoyages**

Après chaque intervention et quotidiennement, chaque Titulaire doit procéder au nettoyage soigné de l'ensemble de ses aires de travail, à l'enlèvement des tâches ou traces de peinture sur les vitres ou autres éléments, ainsi qu'à l'évacuation des déchets, gravois et autres matériaux occasionnés par ses travaux. Il est spécifié que le terme « déchet » comprend également tout emballage et accessoire de transport ou de manutention.

En fin de chantier, les protections temporaires seront enlevées. Un balayage ou aspiration des sols est demandée.

En résumé, les chantiers devront toujours être maintenus en parfait état de propreté, et chaque titulaire devra prendre ses dispositions à ce sujet.

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, la Caf pourra à tout moment faire procéder par une entreprise extérieure de son choix, aux nettoyages et sorties de gravois. Les frais en seront supportés par les titulaires défaillants.

Dans le cadre d'un marché subséquent conséquent et impliquant plusieurs titulaires, des précisions pourront être apportées dans l'expression du besoin

## **5.11 Réception**

Chaque Titulaire dispose d'un délai de 10 jours ouvrés pour lever les réserves lui incombant et qui lui auraient été signifiées à l'issue des OPR.